

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

**Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des amphithéâtres
PP-Y-Z
du site Saint Martin du Conservatoire National des Arts et
Métiers (Cnam) à Paris**

Procédure 25-006

Date et heure limites de réception des candidatures :

Mardi 2 septembre 2025 à 12H

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-3 et R2124-3, 4° du code de la commande publique (ci-après CCP).

ATTENTION : la fermeture estivale du Cnam est fixée du lundi 21 juillet au dimanche 17 août 2025 inclus. Durant cette période, les questions seront enregistrées mais les réponses ne seront transmises qu'à partir de la réouverture de l'établissement.

RC.1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de réhabilitation des trois amphithéâtres situés sous la cour d'honneur du site Saint-Martin du Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam) à Paris.

Ces 3 amphithéâtres (Paul Painlevé : PP, Jean Baptiste Say : Y, Robert Faure : Z) de grande capacité, datent de 1933. Ils sont indispensables à l'activité de l'établissement et présentent des caractéristiques très intéressantes en termes de localisation, de proximité et de capacité. Ils n'ont fait l'objet d'aucun travaux de rénovation depuis leur construction. Ils ne sont pas accessibles, à ce jour, aux personnes à mobilité réduite.

Les travaux envisagés doivent permettre à ces locaux de se rapprocher des normes d'accessibilité et des exigences énergétiques et environnementales actuelles.

Le site Saint-Martin est classé Monument Historique pour ses parties antérieures au 20ème siècle, ainsi que pour ses cours pavées (classement par arrêté du 15 mars 1993). Les interventions se feront en site occupé, dans un ensemble accueillant des activités d'enseignement et de recherche. Les bâtiments sont des ERP de 1ère catégorie de type R, avec des activités de type N.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ses annexes et le programme de l'opération décrivent en détail les prestations à exécuter.

Mission de base :

Le titulaire se verra confier les éléments de mission de maîtrise d'œuvre suivants :

- DIAG Diagnostic
- APS Etudes d'avant-projet sommaire
- APD Etudes d'avant-projet définitif et dépôt du permis de construire (ou autre autorisation de travaux, DACAM, ...)
- PRO Etudes de projet.
- ACT Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux.
- VISA Etudes de synthèse et de visa de conformité.
- DET Direction de l'exécution des contrats de travaux.
- AOR Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie.

Lieu d'exécution :

292, rue Saint Martin 75003 PARIS

1.2 - Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure négociée en application des articles L2124-3 et R2124-3, 4° du CCP.

1.3 - Type et forme de contrat

Le présent contrat est un marché ordinaire.

Budget estimatif des travaux : **3.900.000 euros HT**

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en un seul lot.

Les prestations de maîtrise d'œuvre attendues dans le cadre du présent marché sont de même nature et répondent à un besoin indissociable. En outre, ces prestations vont entraîner des mesures particulières liées à la protection des lieux. La réponse sur ce besoin doit être une réponse globale.

Compte-tenu de ces éléments, l'intervention de plusieurs prestataires est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du marché. La dévolution en lots séparés n'est donc pas possible, dans le cadre du présent marché et serait de nature, dans ce cas particulier, à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du CCP.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71200000-0	Services architecture
71000000-8	Services architecture, service de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

RC.2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En application des articles R2142-22 et R2142-24 du CCP, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué précédemment.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres ou en qualité de mandataires ou de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes, prestations supplémentaires et options

Le marché ne comporte ni prestation supplémentaire, ni variante, ni option.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

RC.3 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

La durée de l'opération est estimée à trente-deux (32) mois.

La durée des travaux est estimée à 18 mois. La date prévisionnelle de début des travaux est le mois de septembre 2026. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

RC.4 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

4.1 Phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - phase candidature- et ses annexes ;
- Le programme de l'opération ;
- Le tableau de bord durable
- Les formulaires DC1 et DC2.

4.1 Phase offre

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – phase offre- et ses annexes ;
- Le programme de l'opération ;
- Le tableau de bord durable
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Les candidats sont informés que le cahier des clauses administratives générales applicable au présent marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1er avril 2021, NOR : ECOM2106877A). Il est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021089735&dateTexte=20190403>
Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

RC.5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1- Généralités

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EUROS.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, **soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)** (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>) conformément à l'article R.2143-4 du CCP. Dans ce cas, le document est rédigé en langue française.

Ces formulaires doivent être complétés et datés par la personne habilitée à engager le candidat.

5.2- Présentation des candidatures

- Références détaillées et similaires à l'objet du marché avec coordonnées des acheteurs publics en détaillant pour chacune d'elles le nom de l'entité publique, l'importance des prestations réalisées, l'année de sa réalisation. Les références doivent dater de moins de 5 ans, elles doivent particulièrement démontrer l'expérience du candidat en matière de réhabilitation d'ERP en ingénierie environnementale (économie circulaire, démarche participative, évaluation...). Elle devra être formée et sensibilisée aux enjeux énergétiques et climatiques.

Les références doivent être vérifiables.

Compte-tenu de la nature particulièrement sensible des interventions, les candidats sont informés qu'un haut niveau d'expérience est attendu par le Cnam.

Si le candidat se présente avec un ou plusieurs sous-traitants, le même niveau d'exigence est formulé pour ce ou ces sous-traitants.

- Un dossier de présentation de l'équipe : les équipes faisant acte de candidature devront présenter des compétences avérées en bâtiments type ERP, et devront être constituées **IMPERATIVEMENT** :
 - d'un architecte DPLG ou HMNOP,
 - d'un économiste de la construction,

- d'un bureau d'études structures,
- d'un bureau d'études fluides, environnemental spécialisé en hydrologie.
- d'un bureau d'étude sécurité incendie

Le dossier sera accompagné d'une note de présentation de chaque membre de l'équipe. Cette note sera accompagnée de leurs curriculum vitae. Le membre désigné pour être l'interlocuteur du maître de l'ouvrage sera identifié, ainsi que son suppléant. Les représentants des autres membres du groupement seront également identifiés, ainsi que leurs suppléants. La mission et les compétences de chaque membre du groupement seront présentées.

Capacités économiques et financières des candidats :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.
- **Une note d'intention :**

Cette note doit mettre en avant la motivation du candidat à travailler avec le Cnam dans le cadre de l'exposition, de souligner les aspects du projet qui retiennent son attention et d'évoquer sa vision de la thématique proposée. La capacité des candidats à intégrer le développement durable et l'écoconception y sera observée.

La note d'intention devra faire cinq pages au maximum. La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tous moyens, notamment par des certificats de qualification ou d'identité professionnelle ou des références de mission attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

5.3- Présentation des offres

L'offre comprend :

5.3.1 - Un mémoire technique présentant les éléments suivants :

- La méthodologie proposée à chaque phase de la mission, en soulignant les points forts de la démarche et son adéquation avec les besoins du maître d'ouvrage.
- La prise en compte du site occupé : comment le candidat va satisfaire cette caractéristique et faire en sorte que les existants soient protégés, que les lieux communs soient maintenus propres, que les nuisances soient gérées, que les riverains, usagers, occupants soient informés ;
- Le diagnostic de l'existant : le candidat doit indiquer comment il va mener cette phase et gérer les demandes de reconnaissance et de sondage à remonter au maître d'ouvrage ;
- Le respect des délais : le candidat doit indiquer sa méthodologie et ses engagements pour respecter les délais convenus,
- Les réunions maître d'ouvrage/maître d'œuvre : le candidat doit indiquer sa méthodologie et ses engagements. Ces réunions sont nécessaires tout au long du chantier ;
- La gestion des études d'exécution : comment le candidat gère cette phase et comment s'assure-t-il de son bon aboutissement dans les délais ;
- La gestion des relations avec les différents services instructeurs : quelle est la méthodologie du candidat ;
- La surveillance de la bonne réalisation du chantier : le candidat doit indiquer comment il suit sur le terrain le déroulement du chantier : qui, quand, à quel rythme, quelles sont ses interactions avec les entreprises,
- La vigilance vis-à-vis des conditions d'intervention des personnels des entreprises extérieures et des locaux de base vie : le candidat doit indiquer comment il satisfait ces préoccupations et quelles relations il met en œuvre avec le CSPS.
- La tenue des plannings de chantier : quelle méthodologie et quelle gestion le candidat va-t-il proposer pour s'assurer que les entreprises connaissent les enjeux et mobilisent les moyens nécessaires pour le respect des délais ;
- Les délais de vérification des situations de travaux : quelle est la gestion mise en œuvre par le candidat pour s'assurer que le délai de vérification ne soit pas dépassé ;
- Contenu et précision des documents produits à chaque phase de la mission (tant durant les phases d'études que les phases de travaux).

5.3. 2. L'offre comportera également les éléments suivants

- Présentation des moyens humains affectés à l'exécution du marché avec la description de l'organisation de l'équipe-projet en lien avec le maître d'ouvrage et un organigramme concernant chaque phase de la mission. Les CV du chef de projet et des principaux intervenants, ainsi que de leurs suppléants, seront annexés à l'offre ;

- La répartition des temps passés entre la/le directrice/directeur et la/le chargée/chargé de projet sera indiquée pour tous les membres du groupement ;
- Présentation de la dynamique d'équipe : le candidat précisera le fonctionnement précis de l'équipe, les synthèses, l'avancement conjoint et comment il entretient le lien avec le maître d'ouvrage ;
- La continuité des échanges avec le maître d'ouvrage dans l'avancement des missions d'études : le titulaire ne doit pas se contenter de la présentation des éléments de mission à leur aboutissement. Le maître d'ouvrage doit être informé de façon continue de l'avancement, des problématiques rencontrées, des choix à effectuer ou effectués, etc ;
- L'aptitude du titulaire à mener les négociations avec les entreprises : identification de la ou des personnes en charge des négociations et expérience ;
- Une brève présentation des moyens matériels et logiciels affectés à la mission.

5.3.3. - Une présentation de la démarche environnementale qui sera mise en place dans le présent marché et dans le marché de travaux :

- Le candidat développera la méthodologie qu'il entend suivre pour répondre aux exigences environnementales et énergétiques présentées dans le programme et le tableau de bord environnemental de la Région Ile de France en annexe.

5.3.4. le projet de contrat comprenant :

- o L'acte d'engagement (A.E.)
- o La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- o l'attestation de visite obligatoire (voir 5.4 ci-dessous)

ATTENTION : il est précisé que toutes les lignes de la DPGF doivent être complétées et ne doivent pas être modifiées. En cas de document remis altéré ou incomplet, l'offre du candidat pourra être rejetée comme irrégulière.

5.4 – Visite sur site

Une visite sur site est **obligatoire durant la phase offre**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les candidats doivent prendre contact avec le Pôle Prévention et sécurité à l'adresse suivante : anne-lise.langlet@lecnam.net pour indiquer à quelle date ils souhaitent effectuer la visite, et prendre connaissances des conditions de sécurité qui devront être respectées.

Toute visite effectuée sans l'accord et/ou la présence du Pôle PVPI ne sera pas recevable.

La visite donne lieu à la remise d'une fiche de visite qui devra impérativement être jointe à l'offre.

RC.6 CONDITIONS ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1 - Transmission des candidatures

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document, soit le **mardi 2 septembre 2025 à 12H**.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.2 - Transmission des offres

Les candidats sélectionnés pour la phase négociation recevront une lettre d'invitation précisant les modalités de déroulement de celle-ci.

Les offres seront remises dans un délai de **25 jours**, dans les mêmes conditions que les candidatures. Les candidats sont expressément renvoyés aux stipulations de l'article 6 du présent règlement de la consultation. Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception qui leur sera précisée dans l'invitation à soumissionner.

6.3 - Transmission électronique

Les candidats peuvent transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches/> ou <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La signature électronique n'est pas requise pour la remise des plis. Toutefois, si une entreprise, qui en dispose, souhaite la mettre en œuvre, les conditions, ci-dessous, devront être respectées.

6.3.1 Modalités générales

Les offres seront transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1363 à 1368 du Code civil.

Les entreprises ont un manuel d'utilisation de la plateforme, mis à leur disposition, dans la rubrique « Aide » du site précité. L'aide proposée par ce support se limite aux modalités de dépôt des plis.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.3.2 Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers¹

En application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

a) Exigences relatives aux certificats de signature électronique*

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées² :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

¹ https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf

² Types de signature électronique: la signature électronique simple, la signature électronique avancée (niveau 2) avec certificat qualifié (niveau 3) et la signature électronique qualifiée (niveau 4). Seuls les niveaux 3 et 4 sont autorisés.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

b) Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé, ni porter atteinte à son intégrité.

NOTA BENE : La signature de l'acte d'engagement et de l'offre financière ne sera requise que de l'attributaire du marché.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société, soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.4 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-Rom, Clé U.S.B) ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les documents figurant dans la copie de sauvegarde et dont la signature est obligatoire doivent être signés électroniquement dans les conditions fixées ci-dessous.

RC.7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 – Critères de sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En application de l'article R2144-7 du CCP, si le candidat ne fournit pas dans le délai imparti les documents justificatifs ou moyens de preuve demandés, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé. La procédure se poursuivra avec les autres candidats.

Les candidats dont la candidature sera déclarée recevable seront invités à présenter leur offre.

À l'issue de la phase de sélection des candidatures, **seuls trois (3) candidats** seront admis à présenter une offre.

Les critères retenus pour le **jugement des candidatures** sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Qualité des références en regard du projet, notamment de son aspect développement durable	25 %
2 - Organisation, qualifications et expérience du personnel assigné à l'exécution du marché (déclaration des moyens humains, qualifications ou certifications professionnelles, cv de l'équipe,) et présentation des moyens matériels	25 %
3 - Qualité et adéquation de la note d'intention en regard des objectifs et enjeux du projet	40 %
4 - Capacité financière	10 %

7.2 – Critères de sélection des offres

Le cahier des clauses techniques particulières complet (CCTP) sera communiqué aux quatre candidats retenus, en même temps qu'une invitation à déposer une offre.

Le délai de dépôt de l'offre sera indiqué dans cette invitation.

Les offres seront remises dans les mêmes conditions que les candidatures. Les candidats sont expressément renvoyés aux stipulations de l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1, L2152-2, R2152-1 et R.2152- du CCP et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le **jugement des offres** sont pondérés de la manière suivante :

2 – Valeur technique	60 %
2.1. Méthodologie mise en œuvre pour l'exécution de la mission	25 %
2.2. Présentation de l'organisation affectées à la mission	20 %
2.3. Présentation de la démarche environnementale	15 %
3- Prix jugés à l'appui de la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F)	40%

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise pourra être invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

RC.8 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure négociée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du CCP.

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres et leur pondération sont énumérés à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations, par phases successives, avec les candidats sélectionnés. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, les candidats seront informés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception qu'ils sont admis à négocier. Ce courriel pourra être envoyé via la plate-forme PLACE.

Ils seront invités à négocier, sur la base de leur offre initiale. La négociation pourra se faire par courrier électronique ou par réunion. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre mais ne permettra jamais de modifier substantiellement l'offre initiale ou porter sur les critères d'attribution.

Les caractéristiques non négociables du marché sont les suivantes :

- l'objet du marché ;
- les critères de sélection des offres ;
- les conditions de réception des ouvrages ou d'admission des prestations ;
- la durée globale de l'opération.

A la fin de la période de négociation, les candidats seront invités à présenter une offre définitive, dans les conditions stipulées par l'article 6 du présent règlement de la consultation, dans un délai qui leur sera indiqué.

Après examen des réponses reçues, au regard des critères sus-énoncés, le pouvoir adjudicateur décidera d'attribuer le marché au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

RC.9 ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE

9.1 – Généralités

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-16 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les candidats joignent une traduction en français aux éléments et documents rédigés dans une autre langue, qu'ils remettent.

9.2 – En cas d'offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

En revanche, une offre irrégulière pourra être régularisée, dans un délai maximum de 8 jours, sauf si elle est anormalement basse.

Les offres anormalement basses seront examinées en application des dispositions des articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

9.3 – En cas de procédures infructueuses

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits
Ou
- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article 2144-7 ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 ont été présentées,

la procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une nouvelle procédure avec négociation conformément aux règles du CCP.

RC.10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1 – Renseignements complémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres,

- Par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches> ou <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

10.2 – Modifications apportées au dossier de consultation par le Cnam

Le Cnam se réserve le droit :

- Soit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, **au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.**
- Soit de reporter la date limite de réception du dossier,

Sous réserve de le faire savoir à l'ensemble des candidats.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente (modification de détail) est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

10.3 – Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R.2122-7 du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

10.4 - Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du contrat (*recours Tropic – Recours Tarn-et-Garonne*) ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.